



# L'intégration du Canada dans un système d'échange mondial

Laetitia Ndota

## ► To cite this version:

Laetitia Ndota. L'intégration du Canada dans un système d'échange mondial: une menace pour l'autonomie des municipalités québécoises ?. "De l'Amérique aux amériques" Dynamique d'un continent patchwork, LAPCOS, Laboratoire d'Anthropologie et de Psychologie Cognitives et Sociales Université de Nice Sophia Antipolis - UFR LASH- FRANCE, Nov 2014, Nice, France. halshs-01162936

**HAL Id: halshs-01162936**

**<https://shs.hal.science/halshs-01162936>**

Submitted on 12 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **L'intégration du Canada dans un système d'échange mondial : une menace pour l'autonomie des municipalités québécoises?**

**Laetitia NDOTA**

Doctorante en cotutelle de droit public  
*Centre de recherches juridiques de Grenoble (CRJ)*  
**Université de Grenoble**

\*\*\*\*\*

*Centre de recherche interdisciplinaire sur la  
diversité et la démocratie au Québec (CRIDAQ)*  
**Université Laval**

**Mots-clés :** Canada – Québec – municipalités – mondialisation – international – autonomie locale – AECG

## **RÉSUMÉ**

Depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, le Canada a su s'imposer sur l'échiquier global et accroître son influence à l'international sur le plan militaire, économique et diplomatique. La multiplication de ses échanges avec les autres États des Amériques et le reste du monde lui permet d'apparaître aujourd'hui parmi les grands décideurs mondiaux.

Ces dynamiques globales ont des répercussions directes et indirectes sur les municipalités du Québec aussi bien au niveau politico-juridique que sur le plan économique et social. Les accords internationaux signés par le Canada engagent les municipalités et peuvent empiéter sur leurs compétences traditionnelles. Pour exemple, si les précédents accords économiques et commerciaux du Canada comme l'accord de libre échange nord américain (ALÉNA) ne comportaient que très peu de dispositions relatives aux domaines d'actions des municipalités, le nouvel accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) possède des dispositions qui libéralisent l'approvisionnement public. L'éloignement de la décision des concitoyens, la délocalisation des entreprises locales, la modification des législations en vigueur, la réduction des pouvoirs municipaux, sont des risques menaçant l'autonomie politique et financière des municipalités.

La volonté des collectivités locales de participer aux décisions internationales se fait de plus en plus entendre afin de minimiser les risques d'atteintes à leur autonomie. Cela étant, le droit international public ignore les personnes morales infra-étatiques. La personnalité internationale dont bénéficie le Canada suppose que les normes internationales créent directement des droits et obligations entre États souverains, sans que l'intervention des entités infra-étatiques soit nécessaire.

L'objectif principal de cette contribution est d'ouvrir des pistes de réflexion afin de rendre compte de l'impact des engagements internationaux du Canada sur les pouvoirs des municipalités québécoises. Par un jeu d'échelle, cette étude permettra de voir comment les accords internationaux sont retranscrits au niveau local.

## INTRODUCTION

La place occupée aujourd'hui par le Canada sur l'échiquier mondial résulte, en partie, de sa capacité à agir- en toute indépendance vis-à-vis de l'Empire britannique - aussi bien au niveau diplomatique, militaire, économique et commercial qu'en matière d'aide au développement, dans un monde en perpétuel évolution. Les relations internationales du Canada ont donc d'abord évolué suite à son passage du statut de colonie britannique dirigée par la couronne d'Angleterre à celui d'État indépendant. Au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, l'adoption de la loi constitutionnelle de 1867, anciennement qualifiée l'acte de l'Amérique du Nord britannique, ne va pas attribuer la compétence en matière de relations internationales à la confédération canadienne. La loi constitutionnelle reste quasi silencieuse quant à sa capacité de mener des actions extérieures. A cette époque, la politique des relations internationales reste de responsabilité impériale<sup>1</sup>, le rôle de la Confédération était limité à faire respecter les traités impériaux conformément à l'article 132 de la loi constitutionnelle du Canada qui souligne que la confédération canadienne doit s'assurer que ses provinces mettent en œuvre les traités signés par l'Empire. La première guerre mondiale va impulser le rôle du Canada en matière de politique étrangère du fait notamment de son soutien apporté à la Grande-Bretagne. En 1931, l'adoption du Statut de Westminster va reconnaître l'indépendance du Canada. En tant que détenteur de la souveraineté nationale, le Canada acquiert simultanément la personnalité internationale. Principalement axées sur les problématiques d'ordre diplomatique et militaire, les relations internationales du gouvernement canadien n'intéressent à cette époque que très peu les municipalités qui voient dans ces activités la simple expression d'une prérogative régaliennne.

A partir de la moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, le Canada a su se faire une place parmi les grandes puissances économiques et militaires en multipliant ses échanges commerciaux, ainsi qu'à travers sa participation aux conflits mondiaux et son adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dans les années 80, la libéralisation des échanges va se généraliser et renforcer les croyances du gouvernement canadien selon lesquelles le développement du Canada dépend de sa capacité à s'intégrer dans des systèmes d'échanges économiques beaucoup plus globaux. La globalisation s'est institutionnalisée avec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ) qui devient l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) à l'arrivée du Mexique. L'approvisionnement public représentant des enjeux financiers considérables, des dispositions des traités vont ouvrir ce secteur aux entreprises étrangères.

La question du local dans un État d'avantage orienté vers l'international est intéressante à soulever, car en parallèle à l'essor mondial du Canada, les réformes de décentralisation au Québec traduisent la volonté du gouvernement fédéral d'une part et de la province québécoise d'autre part, de revaloriser l'échelon municipal. Dans le Livre blanc sur la décentralisation de 1977, René Levesque, alors premier ministre du Québec, soulignait la nécessité de réviser la répartition des pouvoirs afin de prendre mieux en compte les besoins des citoyens « *en rapprochant les autorités les plus près d'eux pour assurer l'ensemble des services qui*

---

<sup>1</sup> Article 132 de la loi constitutionnelle de 1867 : « Le parlement et le gouvernement du Canada auront tous les pouvoirs nécessaires pour remplir envers les pays étrangers, comme portion de l'empire Britannique, les obligations du Canada ou d'aucune de ses provinces, naissant de traités conclus entre l'empire et ces pays étrangers. ».

*affectent la vie de tous les jours*<sup>2</sup>». Mais cette décentralisation ne serait-elle pas menacée par la mondialisation des échanges qui par définition éloignerait les décisions de l'échelon local ? Partagé entre mondialisation et décentralisation, le gouvernement canadien doit composer avec les deux autres niveaux de gouvernement - provincial et local - pour poursuivre ses ambitions internationales sans porter atteinte aux actes de ces entités infra étatiques.

Si les provinces arrivent à se faire entendre par le gouvernement fédéral, l'organisation administrative canadienne à trois piliers rend difficile le dialogue direct entre le niveau fédéral et local. Les provinces sont les principaux interlocuteurs du gouvernement fédéral. En vertu de l'article 92. 8 de la Loi constitutionnelle de 1867, les municipalités canadiennes dépendent juridiquement des États provinciaux, elles sont donc considérées comme les simples « créatures » des provinces. Par ailleurs, la Constitution canadienne ne confère aucun pouvoir à l'administration locale sur les traités internationaux, ce qui écarte toute possibilité de participer aux négociations internationales. Pourtant, cette consécration constitutionnelle viendrait renforcer leur capacité juridique à agir sur les décisions internationales. En effet, une ouverture aux provinces dans les négociations internationales est parfois admise par l'État fédéral car la mise en œuvre des traités revient aux assemblées législatives des provinces conformément à une décision du Conseil privé de Londres du 28 janvier 1937. Des traités ratifiés par le Canada pourraient ne pas être appliqués par certaines provinces si ces dernières étaient contrariées. Le gouvernement fédéral a donc intérêt de les associer lorsque d'importantes modifications dans leur domaine de compétences sont prévues dans les accords internationaux. A titre d'exemple, lors de la signature de l'ALE, le gouvernement fédéral a mis en place un mécanisme de consultation pour les provinces et leur a accordé un veto sur les sections de l'accord qui touchent à leurs compétences. Selon le Professeur Stéphane Paquin, qui étudie les relations internationales du Québec, « *L'ALE représente très certainement un précédent dans l'histoire des relations fédérales-provinciales. [...] Jamais auparavant les provinces n'avaient exercé un aussi grand pouvoir d'influence sur les décisions d'Ottawa.* ». Cela étant, la loi constitutionnelle n'attribuant aucun rôle ni dans la ratification ni la mise en œuvre des traités internationaux aux municipalités canadiennes, on ne peut s'attendre à ce que le gouvernement fédéral leur fasse une place aussi large dans ses négociations.

Le but de cette contribution est de réfléchir sur l'émergence de nouvelles normes qui seraient issues de la transposition des accords internationaux dans le droit municipal québécois. Autrement dit, cette étude s'interroge sur les voies par lesquelles le droit international est susceptible de se faire sentir sur les municipalités du Québec et de porter atteinte ou non à l'exercice d'un certain nombre de leurs compétences. Au cours de notre exposé, si certains accords soulignés peuvent paraître n'avoir qu'un champ d'application limité, l'analyse de ces accords laisse entrevoir des influences manifestes sur le domaine d'activités des municipalités. Pour illustration, la récente signature de l'AECG par le Canada avec l'Union européenne a des effets importants sur les contrats publics municipaux.

Ainsi, il convient de revenir sur les risques sur l'autonomie des municipalités que fait courir l'intégration du Canada dans un système d'échange mondial à travers la multiplication de ses accords globaux (I.). L'AECG étant le signe qu'au regard de l'accroissement du champ d'application des accords internationaux le renforcement d'un dialogue direct entre le niveau fédéral et municipal sur ces questions est nécessaire (II.).

---

<sup>2</sup> Coalition pour un Québec des régions, Annexe I La décentralisation selon René Levesque, in Libérer les Québécois, Décentralisation et démocratie Édition Ecosociété, pp147-160.

## **I. Autonomie municipale et développement progressif des accords globaux**

### ***A/ La confrontation entre les accords libre-échangistes et le pouvoir réglementaire local***

Dès son entrée en vigueur le 1er janvier 1989, l’ALE fut l’objet d’un grand débat public national. Cet accord de libre échange englobe les marchandises, mais aussi les services et les investissements. Si l’ALE marque les prémisses de la globalisation des échanges commerciaux du Canada, il n’a que très peu de répercussions directes sur les municipalités du Québec.

L’ALENA signé en décembre 1992 et entré en vigueur le 1er janvier 1994 va élargir la portée de l’ALE en incluant le Mexique à ce nouvel accord mais également par l’insertion de dispositions visant à libéraliser plus de marchés. L’une des évolutions apportées par cet accord se trouve au Chapitre de 10 du traité relatif aux « Marchés publics». Dans ce chapitre, des dispositions ouvrent les appels d’offre aux marchés de fourniture de biens et de services des pouvoirs publics. L’annexe 1001. 1 b-2, qui énumère les services soumis au traité, va venir limiter la portée du Chapitre 10 sur les services des autorités. Cette annexe exclut du champ d’application du traité : les services de santé et services sociaux ainsi que toutes les catégories de services publics.

Si les services publics n’entrent pas dans l’ALENA, les municipalités ont décrié le fait que des dispositions de ce traité, notamment celles contenues dans le Chapitre 11 relatif aux « Investissement », pourraient porter atteinte à leurs mesures d’intérêt public. En effet, ce chapitre autorise les entreprises à poursuivre les États signataires au motif que des dispositions d’intérêt public pourraient avoir pour effet de réduire leurs futurs profits. A titre d’exemple, les habitants de la ville de Guadalcasar, située dans l’État San Luis Potosi au Mexique, se sont opposés au projet de la compagnie américaine Metaclad visant à construire un site d’enfouissement sur leur territoire, en se fondant sur motifs d’intérêt public, car ce projet ne respectait pas les normes environnementales locales et menaçait leurs ressources en eau<sup>3</sup>. La ville de Guadalcasar a donc refusé d’octroyer un permis de construire à la compagnie étrangère alors même qu’elle avait obtenu un permis auprès des autorités fédérales mexicaines qui lui avaient assuré qu’aucune autorisation locale supplémentaire n’était nécessaire. Ce refus de la municipalité a conduit à l’assignation de l’État mexicain devant le tribunal arbitral de l’ALENA. Dans sa décision « Metalclad Corporation v. The United Mexican States » du 30 août 2000, le tribunal condamne le gouvernement fédéral mexicain au versement de dommages et intérêts à hauteur de 15,5 millions de dollars sur la base des articles 1105 et 1110 du traité.

La décision du tribunal rappelle par ailleurs que selon l’article 105 de l’ALENA, les États doivent faire « *en sorte que toutes les mesures nécessaires soient prises pour donner effet aux dispositions*<sup>4</sup> » du traité et cela même auprès de leurs municipalités conformément à l’article

---

<sup>3</sup> Le site fut classé « zone classée réserve écologique » par la municipalité suite aux conclusions d’une étude qui révélait que le site se trouvait sur une nappe phréatique approvisionnant la population locale en eau. <http://www.italaw.com/sites/default/files/case-documents/ita0510.pdf>

<sup>4</sup> Article 105 de l’ALENA relatif à l’Étendue des obligations : Les Parties feront en sorte que toutes les mesures nécessaires soient prises pour donner effet aux dispositions du présent accord, notamment, sauf disposition contraire, en ce qui concerne leur observation par les gouvernements des États et des provinces.

102 (2.) de l'ALENA<sup>5</sup>. En cas d'inexécution de la part d'une administration provinciale ou locale, la responsabilité juridique des gouvernements fédéraux peut être engagée. Certains responsables locaux ont estimé que le chapitre 11 pouvait porter atteinte à leur pouvoir réglementaire et à la protection de l'intérêt public, car l'application de leurs réglementations est alors soumise à la décision du tribunal arbitral ou aux négociations qu'entreprend le gouvernement concerné par l'affaire avec les entreprises étrangères demanderesse pour défendre les intérêts des municipalités.

La province du Québec et ses municipalités ont récemment échappé à la remise en cause de leur droit d'interdire les pesticides sur leur territoire du fait de l'application des dispositions du Chapitre 11 du traité grâce à l'intervention du gouvernement fédéral. En l'espèce, l'entreprise américaine Dow AgroSciences qui fabrique l'herbicide 2,4-D, s'est vu refuser la vente de ce produit au Québec. Le Québec et ses municipalités réglementent librement l'utilisation des pesticides sur leur territoire en conformité avec le Code de gestion des pesticides du Québec créé en 2003. Les pouvoirs publics locaux ont donc interdit l'usage de plusieurs pesticides et herbicides, notamment l'herbicide 2,4-D, sur les surfaces gazonnées afin de protéger la santé humaine et particulièrement celle des enfants. L'entreprise a assigné l'État fédéral canadien en réparation au motif que cette législation viole les clauses du chapitre 11 de l'ALENA sur la protection des investisseurs.

Dans le cadre d'une entente entre Dow AgroSciences et l'État canadien, l'entreprise demanderesse a abandonné en 2011 son action en justice sans percevoir de compensation financière. Le Code de gestion des pesticides a été intégralement maintenu et la vente de 2,4-D à des fins esthétiques demeure interdite au Québec. En contrepartie, l'entreprise américaine a obtenu la reconnaissance expresse de la province du Québec que «les produits contenant du 2,4-D ne posent pas de risque inacceptable pour la santé humaine ou l'environnement, à la condition que les directives sur les étiquettes soient respectées».

Bien que ce dernier exemple témoigne du soutien de l'État canadien aux côtés des défenseurs du Code, il n'en est pas moins révélateur de l'impact que peuvent avoir les dispositions de ce chapitre au niveau local. Pour éviter qu'une décision d'une autorité municipale ne conduise à leur condamnation, les États signataires peuvent être tentés d'imposer juridiquement aux autorités provinciales et locales de revoir certaines de leurs dispositions.

La portée de ces accords commerciaux globaux menés par le gouvernement fédéral canadien va s'accroître progressivement.

### ***B/Les réactions des municipalités face aux risques d'atteintes***

Le débat autour de l'autonomie des municipalités sera relancé avec l'entrée en vigueur en 1995 de l'accord général sur le commerce des services (AGCS) mis en place par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cet accord vise à libéraliser le commerce des services aussi bien privés que publics.

Les élus locaux dénoncent les risques d'atteintes par ce traité à l'autonomie de gestion des services publics dont ils ont la charge. Il est vrai que l'accord englobe la plupart des services excepté ceux « fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental ». Ce qui n'exclut pas tous

---

<sup>5</sup> Article 102 (2.) de l'ALENA : 2. Aux fins du présent accord, et sauf stipulation contraire, toute mention d'un État ou d'une province comprend les administrations locales de cet État ou de cette province.

les services publics puisqu'un service n'entre dans ce champ que s'il « est fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services<sup>6</sup> », autrement dit, aucun fournisseur privé ne doit proposer concurrentement ce service. Cette disposition exclut de facto de nombreux services publics tels que l'eau et l'assainissement, les piscines, les écoles, ou encore les services hospitaliers, où des acteurs privés concurrencent les acteurs publics. La portée de cet article est atténuée par le fait qu'il revient aux États signataires d'établir des « listes d'engagements spécifiques » qui énumèrent les services qu'ils souhaitent ouvrir aux fournisseurs étrangers. Le Bureau des affaires étrangères, commerce et développement Canada précise que « *le Canada n'a pris aucun engagement dans le cadre de l'AGCS quant à la santé, à l'éducation publique, aux services sociaux et à la culture*<sup>7</sup> », des secteurs clés relevant notamment du champ de compétence des provinces et des municipalités au Canada. D'autres types de services pouvant être qualifiés de services publics sont quant à eux libéraliser en vertu de cet accord notamment les services d'assainissement et d'enlèvement des ordures, les services de voirie, les télécommunications, les services de la lutte contre le bruit, ceux de la protection de l'environnement ou encore les travaux de construction de génie civil relatifs à la construction des autoroutes, des ports, des barrages, des ponts, des voies ferrées, les lignes de transport d'électricité et les lignes de communication, des stades et autres installations récréatives .

Soucieux de voir des services publics ou des activités d'intérêt général soumis à cet accord, des élus de nombreuses administrations locales à travers le monde dont celles du Québec ont mis en place des actions de protestation. Par le biais de délibérations municipales ou de résolutions, plusieurs centaines de collectivités locales, parmi lesquelles la ville de Montréal, se déclarent « Zone Hors AGCS ». Si les effets juridiques de tels actes administratifs sur un traité international sont quasi nuls, ces actes témoignent symboliquement du désaccord des élus locaux vis-à-vis de cet accord. Ces municipalités dénoncent également une absence de processus démocratique et un manque de transparence dans les négociations du traité, signé selon elles, sans consultation préalable des élus locaux.

En plus de menacer les actes réglementaires des municipalités qui gêneraient la bonne application des traités et les services publics municipaux, les décisions internationales commerciales du Canada s'intéressent aux achats publics des entités locales provinciales et municipales. Ces accords internationaux englobent aujourd'hui avec l'accord économique et commercial global (AECG) les marchés publics municipaux et les ouvrent aux entreprises européennes.

## **II. L'AECG : une influence manifeste sur le droit les contrats municipaux**

### ***A/ L'ouverture des marchés publics des municipalités aux entreprises européennes***

Les marchés publics au niveau sous-fédéral, notamment municipaux, constituaient l'un des rares marchés qui n'étaient pas visés directement par les politiques commerciales internationales du Canada. L'accord économique et commercial global (AECG), signé le 18 octobre 2013 entre le Canada et l'Union européenne, autorise désormais les entreprises de l'Union européenne à répondre aux marchés publics canadiens de tous les niveaux de gouvernement (fédéral, provincial et municipal), au-delà des seuils prévus par le traité.

---

<sup>6</sup> Article premier 3. c) de l'AGCS.

<sup>7</sup> Voir site : [www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)

La Commission européenne se veut optimiste sur cette volonté du gouvernement fédéral canadien d'ouvrir ce nouveau marché. Elle souligne qu'en 2011, « *les marchés publics attribués par les municipalités canadiennes étaient estimés à 112 milliards de dollars canadiens (environ 82 milliards d'euros), soit près de 7 % du PIB canadien. Les entreprises européennes seront les premières entreprises étrangères à obtenir ce niveau d'accès aux marchés publics canadiens. Aucun autre accord international conclu par le Canada n'offre de telles possibilités.*<sup>8</sup> ». Au Canada, des signes d'inquiétudes des responsables territoriaux canadiens sur les conséquences de l'AEGC se sont fait entendre dès la phase de négociation de l'accord débutée en 2009. Paul Moist, le président national du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le plus grand syndicat du Canada, dénonce régulièrement les atteintes à l'autonomie locale que pourraient causer certaines dispositions de l'AEGC qui diminueraient leur capacité à agir sur leur marché local pour soutenir des projets d'intérêt collectif (politiques économiques locales en faveur du développement, de l'emploi, etc.).

Les municipalités utilisent souvent les marchés publics pour appliquer leurs politiques d'intérêt local. La loi autorise les municipalités à prendre des mesures pour répondre aux besoins municipaux ou locaux<sup>9</sup> pour tenir compte des particularismes des territoires locaux et de leurs habitants. Pour sélectionner les offres en vue de l'attribution d'un marché, l'acheteur public va prendre en considération en plus des critères de qualité et du prix, une série de critères liés au développement durable (en particulier à la protection environnementale) ou encore à la lutte en faveur de l'insertion des publics en difficulté. Si l'utilisation des critères traditionnels (qualité, prix, technicité) est admise, l'utilisation de critères sociaux ou de critères favorables à l'emploi local est rendue plus difficile par l'exigence faite aux pouvoirs publics de proposer des critères non discriminatoires pour les entreprises étrangères et en accord avec l'objet du marché. A titre d'exemple, les politiques publiques locales de Toronto visant à attribuer des marchés publics aux entreprises fournissant des produits alimentaires en circuit court peuvent être menacées par l'accord. De manière générale, la préférence nationale ou locale ne peut être retenue comme un critère additionnel. Cela interdit tout critère qui imposerait aux entreprises étrangères d'avoir un siège social sur le territoire municipal ou à proximité du lieu de l'exécution.

Les contrats publics sont des outils indispensables dans la gestion des affaires municipales au Québec. Les municipalités ont un rôle majeur dans l'économie locale pour apporter des corrections sur un marché local défaillant et réaliser des objectifs d'intérêt collectif tels que la mise en place de politiques publiques locales en faveur de la justice sociale, de l'emploi, du redéploiement industriel et commercial au niveau local, etc<sup>10</sup>. En réalité, les municipalités sont directement concernées par la situation économique de leur territoire, tant pour ne pas voir leurs dépenses publiques sensiblement augmenter que pour des raisons liées au maintien de leurs recettes fiscales (la délocalisation ou la disparition des entreprises locales étant un facteur de diminution d'impôt foncier, qui caractérise encore aujourd'hui la base principale du financement des municipalités québécoises). Leur existence en tant que personne morale de droit public autonome serait ainsi liée au dynamisme économique de leur territoire. Le droit

---

<sup>8</sup> Voir le site de la commission européenne: [www.ec.europa.eu](http://www.ec.europa.eu)

<sup>9</sup> Loi sur les compétences municipales, article 2 : « Les dispositions de la présente loi accordent aux municipalités des pouvoirs leur permettant de répondre aux besoins municipaux, divers et évolutifs, dans l'intérêt de leur population. Elles ne doivent pas s'interpréter de façon littérale ou restrictive. » 2005, c. 6, a. 2.

<sup>10</sup> KOUEVI Amavi Gustave, *Le droit des interventions économiques des collectivités locales*, Edition L.G.D.J., 2003, pp 2-20.



international économique et commercial canadien fait craindre aux élus locaux de perdre leur autonomie de gestion dans des domaines sensibles où ils réglementent pour renforcer le dynamisme économique local. La question de la qualité des services publics gérés par des entreprises étrangères est également largement débattue, les municipalités redoutant la dégradation ces services publics locaux dont ils sont les garants.

Néanmoins, l'AECG prévoit un certain nombre d'exceptions aux règles régissant les marchés publics. Les marchés publics visant les industries culturelles, les entreprises autochtones, la défense, la recherche-développement, les services financiers, les services de sports et loisirs, les services d'éducation, les services sociaux et les services de santé ne seront pas ouverts aux entreprises européennes.

### ***B/ Le renforcement nécessaire du dialogue entre le niveau fédéral et municipal***

Dès 2001, des groupes de travail sur le commerce international ont été mis en place par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada afin de faire remonter les craintes et autres revendications des municipalités et d'établir des discussions directes entre le niveau fédéral et municipal sur les répercussions des accords commerciaux internationaux sur les marchés publics municipaux.

Afin de se prémunir des incidences néfastes sur les marchés publics locaux, la FCM a mis en place sept principes qu'elle a souhaité que le gouvernement fédéral défende lors de ses négociations de l'AECG avec l'Union européenne. La FCM souhaite que le gouvernement réaffirme le principe de consultation et de communication afin qu'il y ait d'avantage de transparence dans les négociations du traité et que l'avis des municipalités puissent y être pris en compte. Elle insiste sur l'application nécessaire du principe de réciprocité qui suppose la réciprocité des nouvelles procédures d'approvisionnement dans les pays étrangers signataires. La FCM veille à ce que le gouvernement fédéral protège les mesures visant à développer les secteurs stratégiques et les secteurs dits « sensibles » ou d'intérêt public. L'établissement d'un principe de seuils d'approvisionnement raisonnables a également été instauré pour éviter d'avoir à lancer une procédure d'appel d'offre pour des marchés publics de faible importance financière.

D'autres principes portent sur des aspects plus pratiques, notamment sur les charges supplémentaires que la mise en place de ce traité va faire peser sur les services administratifs municipaux (recrutement d'experts), donc sur les budgets des municipalités. Les principes de l'administration simplifiée et d'application progressive répondent aux craintes de voir les nouveaux accords complexifier et alourdir les procédures de marchés publics municipaux. Les municipalités souhaitent prévenir les risques d'éventuels vices dans l'application des nouvelles procédures.

Suite à la publication le 25 septembre 2014 du texte final de l'AECG, Brad Woodside, le Président de la FCM a finalement conclu que « (...) cet accord respecte les principes établis par la FCM pour assurer un commerce international libre et juste, et ainsi protéger les intérêts des gouvernements locaux. ».

## **Conclusion**

Pour conclure, on peut toutefois souligner que l'établissement de ces principes n'apporte pas une réelle protection juridique aux municipalités. Il serait nécessaire d'inscrire ces principes dans une loi fédérale ou provinciale ainsi que dans les traités afin de garantir plus de sécurité juridique aux contrats publics municipaux et à la gestion des services publics locaux de manière générale.

La course vers la globalisation des échanges faisant peser le risque de rendre inaudibles les revendications au niveau local, les municipalités québécoises ont très vite compris la nécessité d'accroître leur propre présence à l'international pour peser sur l'échiquier mondial, en particulier les villes de Montréal ou de Québec. Les municipalités québécoises ont également renforcé leurs actions collectives avec les autres entités locales étrangères (notamment à travers des organismes internationaux tels que Cités et Gouvernements Locaux Unis) pour faire remonter de façon unanime leurs revendications sur leur participation à la prise de grandes décisions mondiales, afin que ces dernières prennent en considération des intérêts locaux. Toutefois, une réelle capacité d'action des municipalités québécoises pour défendre leurs enjeux locaux devrait au préalable passer par une réforme au niveau interne visant à renforcer leurs pouvoirs.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

**GÉLINAS Jacques B.**, *Dictionnaire critique de la globalisation, Les mots du pouvoir, le pouvoir des mots*, Édition Écosociété, Montréal (Québec), 2008, 304 pages.

**PAQUIN Stéphane Paquin (dir.) et Louise Beaudoin (coll.)**, *Histoires des relations internationales du Québec*, VLB éditeur, Montréal (Québec), 2006, 357 pages.

### Articles

**CÔTÉ Charles-Emmanuel**, *L'effet des accords commerciaux internationaux sur l'évolution de la Constitution en matière d'affaires étrangères et de relation internationales*, Jornadas Jurídicas Brasil-Canadá, numéro spécial, pp. 135 – 152.

**BRUNELLE Dorval, BELANGER Yves et DEBLOCK Christian**, *L'intégration économique continentale et ses effets sur les gouvernements infra-étatiques : de l'ALE à l'ALENA et au-delà*, in revue Cahiers de recherche sociologique, Groupe de recherche sur l'intégration continentale, UQAM, no 32, 1999, pp. 85 à 117.

**HAMEL Pierre J.**, *Les partenariats public-privé (PPP) et les municipalités : au-delà des principes, un bref survol des pratiques*, Bibliothèque nationale et Archives nationales du Québec, 2007, 112 pages.

**PAQUIN Stéphane et KIROUAC Louis-Alexandre**, *Qui gagne quand tout le monde perd ? Le Québec et l'ALENA 20 ans après ?*, 2014, Montréal, Québec, 25 pages.

**SINCLAIR Scott**, *Negotiating from weakness: Canadian-EU trade treaty, Canadian purchasing policies and public services*, Avril 2010.

**SINCLAIR Scott**, *Investor-State Dispute Settlement in the TTIP and CETA*, Centre canadien de politiques alternatives, Juillet 2014.

### Mémoires

**BEAUMIER Jacques**, *Effets de l'accord de libre-échange nord américain au Canada Atlantique*, mémoire, mai 2005, 104 pages.

**NDOTA Laetitia**, *Collectivités locales et actions extérieures du Québec*, Bibliothèque Arsenal de Toulouse, mémoire, août 2011, 127 pages.

### Sites internet

**Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada** : <http://international.gc.ca>

**ALENA** : <https://www.nafta-sec-alena.org>

**Commission européenne** : <http://ec.europa.eu>

**Fédération canadienne des municipalités**: <http://www.fcm.ca>

### Autres (guides)

**Fédération canadienne des municipalités**, *Accords commerciaux internationaux et administrations locales : un guide pour les municipalités canadiennes*, 2007.